



Premier trimestre 2018

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2018

État consolidé des résultats (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2018	2017
Produits et autres revenus		
Produits (a)	7 900	6 958
Revenus de placement et d'autres sources (note 5)	34	198
Total des produits et des autres revenus	7 934	7 156
Dépenses		
Exploration	8	22
Achats de pétrole brut et de produits (b)	4 780	4 333
Production et fabrication (c)	1 431	1 345
Frais de vente et frais généraux (c)	194	203
Taxe d'accise fédérale	397	394
Dépréciation et épuisement	377	392
Retraite non liée aux services et autres avantages à la retraite (d)	27	33
Financement (note 7)	23	14
Total des dépenses	7 237	6 736
Bénéfice (perte) avant impôts	697	420
Impôts sur le bénéfice	181	87
Bénéfice (perte) net	516	333
Informations par action (en dollars canadiens)		
Bénéfice (perte) net par action ordinaire - résultat de base (note 10)	0,62	0,39
Bénéfice (perte) net par action ordinaire - résultat dilué (note 10)	0,62	0,39
Dividendes par action ordinaire	0,16	0,15
(a) Sommes remboursables par des apparentés comprises dans les produits.	1 373	1 037
(b) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les achats de pétrole brut et autres produits.	892	609
(c) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les dépenses de production et fabrication, et les frais de vente et frais généraux.	141	141
(d) Les montants des années antérieures ont été reclassés. Pour plus de détails, voir la note 2.		

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé du résultat étendu (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2018	2017
Bénéfice (perte) net	516	333
Autres éléments du résultat étendu (perte), avant impôts		
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	(19)	41
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans les coûts nets des prestations constituées de la période	34	36
Total des autres éléments du résultat étendu (perte)	15	77
Résultat étendu (perte)	531	410

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Bilan consolidé (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Au 31 mars 2018	Au 31 déc. 2017
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	1 425	1 195
Comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives (a)	2 285	2 712
Stocks de pétrole brut et de produits	1 262	1 075
Matières, fournitures et charges payées d'avance	455	425
Total de l'actif à court terme	5 427	5 407
Investissements et créances à long terme (b)	850	865
Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumulé et de l'épuisement	53 031	52 778
Immobilisations corporelles, montant net	34 352	34 473
Écart d'acquisition	186	186
Autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net) (note 9)	765	670
Total de l'actif	41 580	41 601
Passif		
Passif à court terme		
Billets et emprunts (c)	202	202
Comptes créditeurs et charges à payer (a) (note 9)	3 461	3 877
Impôts sur le bénéfice à payer	73	57
Total du passif à court terme	3 736	4 136
Dette à long terme (d) (note 8)	4 999	5 005
Autres obligations à long terme (e) (note 9)	3 851	3 780
Passif d'impôts futurs	4 410	4 245
Total du passif	16 996	17 166
Capitaux propres		
Actions ordinaires à la valeur attribuée (f) (note 10)	1 523	1 536
Bénéfices réinvestis (note 11)	24 861	24 714
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 12)	(1 800)	(1 815)
Total des capitaux propres	24 584	24 435
Total du passif et des capitaux propres	41 580	41 601

(a) Les comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives, comprennent des sommes remboursables nettes par des apparentés de 354 millions de dollars (509 millions de dollars en 2017).

(b) Les autres obligations à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 25 millions de dollars (19 millions de dollars en 2017).

(c) Les billets et emprunts comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 75 millions de dollars (75 millions de dollars en 2017).

(d) La dette à long terme comprenait des sommes remboursables à des apparentés de 4 447 millions de dollars (4 447 millions de dollars en 2017).

(e) Les autres obligations à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 49 millions de dollars (60 millions de dollars en 2017).

(f) Le nombre d'actions ordinaires autorisées et en circulation était respectivement de 1 100 millions et de 824 millions (respectivement 1 100 millions et 831 millions en 2017).

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Approuvé par le Conseil, le 2 mai 2018

/s/ Richard M. Kruger

Président du Conseil,
président et chef de la direction

/s/ Daniel E. Lyons

Vice-présidente principale,
finances et administration, et trésorière

État consolidé des flux de trésorerie (PCGR des États-Unis, non audité)

Rentrées (sorties) en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2018	2017
Activités d'exploitation		
Bénéfice (perte) net	516	333
Ajustements relatifs aux éléments hors trésorerie :		
Dépréciation et épuisement	377	392
(Gain) perte à la vente d'actifs (note 5)	(10)	(182)
Impôts sur les bénéfices reportés et autres	185	200
Variations de l'actif et du passif d'exploitation :		
Comptes débiteurs	427	278
Stocks, matières, fournitures et charges payées d'avance	(217)	(72)
Impôts sur le bénéfice à payer	16	(464)
Comptes créditeurs et charges à payer	(415)	(210)
Autres postes - montant net (a) (b)	106	79
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	985	354
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (b)	(371)	(122)
Produits des ventes d'actifs (note 5)	12	183
Prêts à une société dans laquelle la compagnie détient une participation	(6)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(365)	61
Activités de financement		
Réduction d'obligations locatives capitalisées (note 8)	(6)	(7)
Dividendes versés	(134)	(127)
Actions ordinaires achetées (note 10)	(250)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(390)	(134)
Augmentation (diminution) de trésorerie	230	281
Trésorerie au début de la période	1 195	391
Trésorerie à la fin de la période (c)	1 425	672
(a) Comprendait une cotisation aux régimes enregistrés de retraite	(44)	(40)
(b) L'impact des programmes d'émission de carbone est inclus dans l'acquisition d'immobilisations corporelles et tous les autres postes, montant net.		
(c) La trésorerie est composée de liquidités en banque et d'équivalents de trésorerie au prix coûtant. Les équivalents de trésorerie sont des titres très liquides arrivant à échéance au plus trois mois après la date de leur achat.		

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

1. Fondement de la présentation des états financiers

Ces états financiers consolidés non audités ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis d'Amérique et observent les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles des derniers états financiers consolidés annuels déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis dans le rapport annuel 2017 sur le formulaire 10-K de la compagnie et doivent se lire en parallèle avec ceux-ci. De l'avis de la compagnie, l'information fournie dans les présentes reflète les régularisations et les ajustements connus qui sont nécessaires pour obtenir un état fidèle des résultats pour les périodes visées. Ces ajustements sont de nature récurrente. Les données des années antérieures ont été reclassées dans certains cas pour se conformer à la base de présentation actuelle.

Pour ses activités d'exploration et de production, la compagnie suit la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse.

Les résultats des trois mois clos le 31 mars 2018 ne donnent pas nécessairement une idée de l'activité à prévoir pour l'ensemble de l'exercice.

Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

2. Modifications comptables

En date du 1^{er} janvier 2018, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Revenue from Contracts with Customers*, comme modifiée. Cette norme établit un modèle unique de comptabilisation des produits pour tous les contrats passés avec les clients, élimine les exigences spécifiques au secteur et aux transactions et élargit les exigences de déclaration. La norme a été adoptée en appliquant la méthode rétrospective modifiée, au titre de laquelle les résultats des exercices précédents ne sont pas recalculés, mais des renseignements supplémentaires sur l'impact de la nouvelle norme sont communiqués lors des résultats de l'exercice 2018. L'adoption de la norme n'a pas eu d'incidence importante sur aucun des postes déclarés dans les états financiers consolidés de la société. L'effet cumulatif de l'adoption de la nouvelle norme était négligeable. La compagnie n'a pas choisi de mesures pratiques exigeant la divulgation. Pour plus de détails, voir la note 4.

En date du 1^{er} janvier 2018, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Compensation – Retirement Benefits (Topic 715) : Improving the Presentation of Net Periodic Pension Cost and Net Periodic Postretirement Benefit Cost*. Cette mise à jour requiert que la composante coût des services rendus soit présentée séparément des autres composantes des coûts nets de prestations. Les autres composantes sont présentées comme un nouveau poste dans l'état consolidé des résultats de la compagnie, « Retraite non liée aux services et autres avantages à la retraite ». L'Impériale a choisi de se servir de la mesure pratique pour utiliser les montants indiqués dans la note sur le régime de retraite et autres avantages complémentaires de retraite pour les périodes comparatives antérieures comme base d'estimation pour l'application des exigences de présentation rétrospective, car il est impossible de déterminer les montants capitalisés au cours de ces périodes. À compter de 2018, les autres composantes des coûts nets de prestations sont incluses dans les charges au titre des Comptes non sectoriels et autres. Le poste « Retraite non liée aux services et autres avantages à la retraite » reflète les coûts non liés au service, qui tiennent compte principalement des intérêts débiteurs, le rendement attendu de l'actif des régimes et l'amortissement des gains et pertes actuariels qui étaient auparavant inclus dans Dépenses de production et de fabrication et Frais de vente et frais généraux. De plus, seule la composante coût des services rendus dans les coûts nets de prestations est admissible à la capitalisation dans les cas où il est par ailleurs approprié de capitaliser les coûts liés aux employés en rapport avec la construction ou à la production d'un actif.

L'effet de la modification de la présentation rétrospective sur l'état consolidé des résultats de l'Impériale, pour la période terminée le 31 mars 2018, est présenté ci-dessous.

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars 2017		
	Déclarée	Modification	Ajustée
Production et fabrication	1 375	(30)	1 345
Frais de vente et frais généraux	206	(3)	203
Retraite non liée aux services et autres avantages à la retraite	-	33	33

En date du 1^{er} janvier 2018, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Financial Instruments - Overall (Subtopic 825-10) : Recognition and Measurement of Financial Assets and Financial Liabilities*. Cette norme exige que les placements en actions de sociétés autres que les filiales consolidées et les placements mises en équivalence soient mesurés à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le bénéfice net. La compagnie a choisi une approche modifiée pour les actions de sociétés dont la juste valeur ne peut être facilement déterminée. Cette approche modifiée mesure les placements au coût moins la perte de valeur, s'il y a lieu, corrigés des changements découlant des variations de prix observables lors des transactions ordonnées pour un placement identique ou similaire du même émetteur. L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet cumulatif. La valeur comptable des actions de société sans juste valeur facilement déterminable au 31 mars 2018 n'était pas importante pour l'Impériale.

Cette norme a également élargi les exigences de déclaration relatives aux états financiers. Le seul instrument financier notable de la compagnie est la dette à long terme (4 447 millions de dollars, excluant les obligations locatives capitalisées), où la différence entre la juste valeur et la valeur comptable était négligeable. La juste valeur de la dette à long terme était principalement une mesure de niveau 2.

3. Secteurs d'activité

Trois mois au 31 mars en millions de dollars canadiens	Secteur Amont		Secteur Aval		Produits chimiques	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Produits et autres revenus						
Produits (a)	1 989	1 711	5 607	4 974	304	273
Ventes intersectorielles	657	618	362	309	73	67
Revenus de placement et d'autres sources (note 5)	1	5	22	191	-	1
	2 647	2 334	5 991	5 474	377	341
Dépenses						
Exploration	8	22	-	-	-	-
Achats de pétrole brut et de produits	1 374	1 116	4 294	4 009	202	201
Production et fabrication (b)	1 012	973	368	349	51	53
Frais de vente et frais généraux (b)	-	3	173	188	21	22
Taxe d'accise fédérale	-	-	397	394	-	-
Dépréciation et épuisement	318	336	51	48	3	3
Retraite non liée aux services et autres avantages à la retraite (b)	-	-	-	-	-	-
Financement (note 7)	-	4	-	-	-	-
Total des dépenses	2 712	2 454	5 283	4 988	277	279
Bénéfice (perte) avant impôts	(65)	(120)	708	486	100	62
Impôts sur le bénéfice	(21)	(34)	187	106	27	17
Bénéfice (perte) net	(44)	(86)	521	380	73	45
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	337	308	590	56	83	(23)
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (c)	206	103	57	34	4	4
Total de l'actif au 31 mars	34 463	35 898	5 034	4 251	417	391

Trois mois au 31 mars en millions de dollars canadiens	Comptes non sectoriels et autres		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Produits et autres revenus						
Produits (a)	-	-	-	-	7 900	6 958
Ventes intersectorielles	-	-	(1 092)	(994)	-	-
Revenus de placement et d'autres sources (note 5)	11	1	-	-	34	198
	11	1	(1 092)	(994)	7 934	7 156
Dépenses						
Exploration	-	-	-	-	8	22
Achats de pétrole brut et de produits	-	-	(1 090)	(993)	4 780	4 333
Production et fabrication (b)	-	-	-	-	1 431	1 375
Frais de vente et frais généraux (b)	2	(6)	(2)	(1)	194	206
Taxe d'accise fédérale	-	-	-	-	397	394
Dépréciation et épuisement	5	5	-	-	377	392
Retraite non liée aux services et autres avantages à la retraite (b)	27	-	-	-	27	-
Financement (note 7)	23	10	-	-	23	14
Total des dépenses	57	9	(1 092)	(994)	7 237	6 736
Bénéfice (perte) avant impôts	(46)	(8)	-	-	697	420
Impôts sur le bénéfice	(12)	(2)	-	-	181	87
Bénéfice (perte) net	(34)	(6)	-	-	516	333
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(25)	13	-	-	985	354
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (c)	7	12	-	-	274	153
Total de l'actif au 31 mars	1 934	1 128	(268)	(258)	41 580	41 410

- (a) Comprend des ventes à destination des États-Unis de 1 207 millions de dollars (899 millions de dollars en 2017). Des ventes à destination des États-Unis ont été enregistrées dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans celui du secteur Amont.
- (b) Dans le cadre de la mise en œuvre de la mise à jour de la norme comptable intitulée Compensation – Retirement Benefits (Topic 715), à compter du 1^{er} janvier 2018, Comptes non sectoriels et autres comprennent toutes les dépenses associées à la retraite non liée aux services et aux avantages à la retraite. Avant 2018, la majorité de ces coûts étaient alloués aux différents secteurs d'exploitation. Pour plus de détails, voir la note 2.
- (c) Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration comprennent les frais d'exploration, les ajouts aux immobilisations corporelles, les ajouts aux contrats de location-acquisition, les investissements additionnels et les acquisitions. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration excluent l'achat de crédits de carbone.

4. Politique comptable sur la comptabilisation des produits

L'Impériale vend généralement du pétrole brut, du gaz naturel et des produits pétroliers et des produits chimiques en vertu d'ententes à court terme aux prix courants du marché. Dans certains cas, les produits peuvent être vendus en vertu d'ententes à long terme, comprenant des rajustements périodiques des prix pour tenir compte des conditions du marché.

Les revenus sont comptabilisés au montant que la compagnie s'attend à recevoir lorsque le client a pris le contrôle, en général lorsque le titre de propriété est transféré et que le client en assume les risques et les avantages. Les prix de certaines ventes sont fondés sur des indices de prix qui ne sont parfois pas disponibles avant la période suivante. Dans de tels cas, les prix estimés sont enregistrés lorsque la vente est comptabilisée et sont finalisés lorsque l'information définitive est disponible. Ces rajustements des revenus provenant des obligations de rendement satisfaites au cours des périodes précédentes ne sont pas importants. Le paiement des transactions de produits est habituellement dû dans les 30 jours. Les obligations futures de livraison de volumes qui ne sont pas satisfaites à la fin de la période doivent être remplies par la production ou les achats courants. Ces obligations de rendement sont fondées sur les prix courants au moment de la transaction et sont entièrement limitées en raison de volatilité des prix courants.

Les « Produits » et les « Comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives » découlent principalement de contrats avec les clients. Les créances à long terme proviennent principalement de non-clients. Les actifs sur contrats proviennent principalement des programmes d'aide à la commercialisation et ne sont pas importants. Les passifs au titre de contrats constituent principalement les paiements anticipés des clients, les programmes de fidélisation et les régularisations des escomptes de volume attendus, et ne sont pas importants.

5. Revenus de placement et d'autres sources

Les revenus de placement et d'autres sources comprenaient les gains et les pertes à la vente d'actifs suivants :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2018	2017
Produits de la vente d'actifs	12	183
Valeur comptable de la vente d'actifs	2	1
Gain (perte) à la vente d'actifs, avant impôts (a)	10	182
Gain (perte) à la vente d'actifs, après impôts (a)	7	158

(a) Les résultats de 2017 comprennent un gain de 174 millions de dollars (151 millions de dollars après impôts) sur la vente d'une propriété excédentaire en Ontario.

6. Avantages de retraite

Les composantes du coût net des prestations sont les suivantes :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2018	2017
Prestations de retraite :		
Coût des services rendus de l'exercice	60	55
Intérêts débiteurs	76	79
Rendement prévu de l'actif des régimes	(101)	(101)
Amortissement du coût des services passés	1	3
Amortissement des pertes (gains) actuariels	44	44
Coût net des prestations constituées de l'exercice	80	80
Avantages complémentaires de retraite :		
Coût des services rendus de l'exercice	4	4
Intérêts débiteurs	5	6
Amortissement des pertes (gains) actuariels	2	2
Coût net des prestations constituées de l'exercice	11	12

7. Financement et renseignements supplémentaires sur les billets et emprunt

	Trois mois au 31 mars	
en millions de dollars canadiens	2018	2017
Intérêts sur la dette	30	22
Intérêts capitalisés	(7)	(12)
Intérêts débiteurs - montant net	23	10
Autres intérêts	-	4
Total financement	23	14

8. Dette à long terme

	Au 31 mars	Au 31 déc.
en millions de dollars canadiens	2018	2017
Dette à long terme	4 447	4 447
Contrats de location-acquisition	552	558
Total de la dette à long terme	4 999	5 005

9. Autres obligations à long terme

	Au 31 mars	Au 31 déc.
en millions de dollars canadiens	2018	2017
Avantages de retraite (a)	1 535	1 529
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et autres passifs environnementaux (b)	1 460	1 460
Passif au titre de la rémunération à base d'actions	96	99
Autres obligations (c)	760	692
Total des autres obligations à long terme	3 851	3 780

- (a) Les obligations comptabilisées au titre des avantages de retraite des employés comprennent aussi 56 millions de dollars à titre de passif à court terme (56 millions de dollars en 2017).
- (b) Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les autres passifs environnementaux comprenaient aussi 101 millions de dollars comptabilisés à titre de passif à court terme (101 millions de dollars en 2017).
- (c) Incluant les obligations liées aux programmes d'émission de carbone. Les programmes de crédits de carbone sont comptabilisés comme autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net).

10. Actions ordinaires

milliers d'actions	En date du 31 mars 2018	En date du 31 déc. 2017
Autorisées	1 100 000	1 100 000
Actions ordinaires en circulation	824 037	831 242

Le programme d'offre de rachat ordinaire d'une durée de 12 mois qui était en place tout au long du premier trimestre de 2018 est entré en vigueur en juin 2017. Ce programme permet à la compagnie de racheter un maximum de 25 395 927 actions ordinaires (soit 3 % du nombre total d'actions en circulation le 13 juin 2017), comprenant les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ordinaire et à la société ExxonMobil Corporation, une opération réalisée concurremment, mais hors de l'offre publique de rachat ordinaire. Dans le passé, la société ExxonMobil Corporation avait participé afin de conserver la propriété d'environ 69,6 % du capital. L'excédent du coût d'achat sur la valeur attribuée des actions a été inscrit à titre de distribution de bénéfices réinvestis.

Le 27 avril 2018, la compagnie a annoncé la modification de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour augmenter le nombre d'actions ordinaires qu'elle peut acheter. En vertu de cette modification, la compagnie peut racheter un maximum de 42 326 545 actions ordinaires (soit 5 % du nombre total d'actions en circulation le 13 juin 2017) entre le 27 juin 2017 et le 26 juin 2018, ce qui comprend les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités et, à la société Exxon Mobil Corporation, une opération réalisée concurremment, mais hors de l'offre publique de rachat. Aucune autre provision de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités n'a été modifiée.

Les activités liées aux actions ordinaires de la compagnie sont résumées ci-dessous :

	Milliers d'actions	Millions de dollars
Solde au 31 décembre 2016	847 599	1 566
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	2	-
Achats à la valeur attribuée	(16 359)	(30)
Solde au 31 décembre 2017	831 242	1 536
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	-	-
Achats à la valeur attribuée	(7 205)	(13)
Solde au 31 mars 2018	824 037	1 523

Le tableau ci-dessous présente le calcul du résultat par action ordinaire, avant et après dilution :

	Trois mois au 31 mars	
	2018	2017
Bénéfice (perte) net par action ordinaire - résultat de base		
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	516	333
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	829,0	847,6
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	0,62	0,39
Bénéfice (perte) net par action ordinaire - résultat dilué		
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	516	333
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	829,0	847,6
Incidence des primes à base d'actions versées aux employés (en millions d'actions)	2,5	2,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, compte tenu d'une dilution (en millions d'actions)	831,5	850,3
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	0,62	0,39

11. Bénéfices réinvestis

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2018	2017
Bénéfices réinvestis au début de la période	24 714	25 352
Bénéfice (perte) net de la période	516	333
Achats d'actions au-dessus de la valeur attribuée	(237)	-
Dividendes annoncés	(132)	(127)
Bénéfices réinvestis à la fin de la période	24 861	25 558

12. Autres éléments du résultat étendu (perte)

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) :

en millions de dollars canadiens	2018	2017
Solde au 1 ^{er} janvier	(1 815)	(1 897)
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Variation au cours de l'exercice, excluant les montants reclassés provenant du cumul des autres éléments du résultat étendu	(19)	41
Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu	34	36
Solde au 31 mars	(1 800)	(1 820)

Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu - produit/(charge) avant impôts :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2018	2017
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs inclus dans le coût net des prestations constituées de la période (a)	(46)	(49)

(a) Le cumul de ces autres composantes du résultat étendu est inclus dans le calcul du coût net des prestations constituées de la période (note 6).

Charge (crédit) d'impôt au titre des autres éléments du résultat étendu :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2018	2017
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs à la retraite (excluant l'amortissement)	(7)	16
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées de la période	12	13
Total	5	29

13. Normes comptables publiées récemment

À compter du 1^{er} janvier 2019, l'Impériale adoptera la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Leases*, comme modifiée. La norme exige que tous les contrats d'une durée initiale supérieure à un an soient comptabilisés comme un actif et un passif dans le bilan. L'Impériale recueille et évalue des données et a récemment acquis un système pour faciliter la mise en œuvre. La compagnie continue d'évaluer l'ampleur de l'effet sur ses états financiers.

Rapport de gestion

Résultats d'exploitation

Comparaison des premiers trimestres de 2018 et de 2017

Le bénéfice net de l'entreprise au premier trimestre de 2018 a été de 516 millions de dollars (soit 0,62 dollar par action sur une base diluée), ce qui représente une hausse de 183 millions de dollars comparativement au bénéfice net de 333 millions de dollars (soit 0,39 dollar par action) pour la même période lors du dernier exercice.

Le secteur Amont a enregistré une perte nette de 44 millions de dollars au cours du premier trimestre, contre une perte nette de 86 millions de dollars pour la même période en 2017. Les résultats reflètent les conséquences de l'augmentation des prix du pétrole brut au Canada d'environ 90 millions de dollars, lesquelles ont été partiellement compensées par les incidences des taux de change désavantageux.

West Texas Intermediate (WTI) s'est établi en moyenne à 62,89 USD par baril au premier trimestre de 2018, une hausse par rapport aux 51,78 USD par baril du même trimestre en 2017. Western Canada Select (WCS) s'est établi en moyenne à 38,67 USD par baril et 37,26 USD par baril pour les mêmes périodes. Le différentiel entre WTI et WCS s'est considérablement creusé, atteignant 39 % au premier trimestre de 2018, comparativement à 28 % pour la même période en 2017.

Le dollar canadien valait en moyenne 0,79 USD au premier trimestre de 2018, soit une hausse de 0,03 USD par rapport au premier trimestre de 2017.

Les prix de vente moyens de l'Impériale en dollars canadiens pour le bitume et le pétrole brut synthétique ont fluctué de manière essentiellement conforme aux références nord-américaines, ajustées en fonction des variations du taux de change et des coûts de transport. Le prix de vente moyen obtenu pour le bitume s'est élevé à 35,61 dollars par baril pour le premier trimestre de 2018, ce qui représente une augmentation de 0,60 dollar par baril par rapport au premier trimestre de 2017. Le prix moyen obtenu pour le pétrole brut synthétique était de 77,26 dollars par baril, soit une augmentation de 9,47 dollars pour la même période en 2017.

La production brute de bitume à Cold Lake s'est élevée en moyenne à 153 000 barils par jour au premier trimestre, contre 158 000 barils par jour pour la même période lors de l'exercice précédent. La baisse de production s'explique principalement par un certain nombre de contraintes opérationnelles.

La production moyenne brute de bitume à Kearn s'est établie à 182 000 barils par jour pendant le trimestre (la part de l'Impériale se chiffrant à 129 000 barils), un chiffre inchangé par rapport à la même période en 2017.

La quote-part de la compagnie dans la production brute de Syncrude s'est élevée à 65 000 barils par jour, contre 66 000 barils par jour au premier trimestre de 2017.

Le bénéfice net du secteur Aval était de 521 millions de dollars au premier trimestre, contre 380 millions de dollars à la même période en 2017. Les gains ont augmenté principalement en raison de l'élargissement des marges d'environ 310 millions de dollars, qui a été partiellement contrebalancé par l'absence du gain de 151 millions de dollars sur la vente d'un actif excédentaire en 2017.

Le débit moyen des raffineries était de 408 000 barils par jour, contre 398 000 barils par jour lors du premier trimestre de 2017. L'utilisation de la capacité a augmenté, s'élevant à 96 %.

Les ventes de produits pétroliers se sont établies à 478 000 barils par jour, par rapport à 486 000 barils par jour lors du premier trimestre de 2017.

Le bénéfice net du secteur Produits chimiques a atteint 73 millions de dollars pour le premier trimestre, contre 45 millions de dollars pour le même trimestre en 2017, une hausse principalement attribuable à l'élargissement des marges.

Les dépenses des comptes non sectoriels et autres se sont élevées à 34 millions de dollars pendant le trimestre, contre 6 millions de dollars à la même période en 2017. Dans le cadre de l'entrée en vigueur de la mise à jour du Financial Accounting Standards Board (FASB), intitulée Compensation – Retirement Benefits (Topic 715): Improving the Presentation of Net Periodic Pension Cost and Net Periodic Postretirement Benefit Cost, en date du 1er janvier 2018, les comptes non sectoriels et autres comprennent les dépenses associées à la retraite non liée aux services et aux avantages à la retraite. Avant 2018, la majorité de ces coûts étaient alloués aux secteurs d'exploitation.

Situation de trésorerie et sources de financement

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 985 millions de dollars au premier trimestre, une augmentation de 631 millions de dollars pour la période correspondante en 2017, reflétant des revenus et des fonds de roulement plus élevés.

Les activités d'investissement ont donné lieu à des flux de trésorerie nets de 365 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à des flux de trésorerie nets de 61 millions de dollars générés par les activités d'investissement au cours de la période correspondante en 2017, ce qui reflète une hausse des acquisitions d'immobilisations corporelles et d'une baisse des produits de la vente d'actifs.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement étaient de 390 millions de dollars au cours du premier trimestre, contre 134 millions de dollars à la même période en 2017. Les dividendes versés au cours du premier trimestre de 2018 étaient de 134 millions de dollars. Le dividende par action versé au premier trimestre a été de 0,16 dollar comparativement à 0,15 dollar pour la période correspondante du dernier exercice. Au cours du premier trimestre, la compagnie a racheté environ 7,2 millions d'actions pour un total approximatif de 250 millions de dollars.

Le solde de trésorerie s'élevait à 1 425 millions de dollars au 31 mars 2018, comparativement à 672 millions de dollars à la fin du premier trimestre de 2017.

Le 27 avril 2018, la compagnie a annoncé dans un communiqué de presse qu'elle avait reçu de la Bourse de Toronto l'autorisation de modifier l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour augmenter le nombre d'actions ordinaires qu'elle peut acheter. En vertu de cette modification, la compagnie peut racheter un maximum de 42 326 545 actions ordinaires entre le 27 juin 2017 et le 26 juin 2018, ce qui comprend les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités et, à la société Exxon Mobil Corporation, une opération réalisée concurrentement, mais hors de l'offre publique de rachat. Aucune autre provision de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités n'a été modifiée. Au cours du deuxième trimestre de 2018, l'Impériale s'attend à maximiser l'achat d'actions, compte tenu de l'annonce du 27 avril 2018. Les plans de rachat peuvent être modifiés à tout moment sans préavis.

Normes comptables publiées récemment

À compter du 1^{er} janvier 2019, l'Impériale adoptera la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Leases*, comme modifiée. La norme exige que tous les contrats de location d'une durée initiale supérieure à un an soient comptabilisés comme un actif et un passif dans le bilan. L'Impériale recueille et évalue des données et a récemment acquis un système pour faciliter la mise en œuvre. La compagnie continue d'évaluer l'ampleur de l'effet sur ses états financiers.

Énoncés prévisionnels

Les énoncés contenus dans le présent rapport sont liés à des situations ou des événements futurs et sont des énoncés prospectifs. Les futurs résultats financiers et d'exploitation réels sont susceptibles d'être considérablement différents en raison d'un certain nombre de facteurs, dont les conditions du marché, les modifications des lois ou des politiques des gouvernements, les changements des conditions et coûts d'exploitation, le rendement des exploitations, la demande de pétrole brut et de gaz naturel, l'issue de négociations commerciales ou d'autres facteurs techniques et économiques.

Information quantitative et qualitative sur les risques de marché

L'information sur les risques liés au marché pour les trois mois clos le 31 mars 2018 est sensiblement la même que celle qui figure à la page 24 du rapport annuel de la compagnie sur le formulaire 10-K pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.